



Des soldats anglais débarquent à Madagascar, 1942. © Rue des archives

Le ralliement de La Réunion et de à la France libre

Pour comprendre les conflits ayant déchiré, durant la Seconde Guerre mondiale, Madagascar et La Réunion, qui rejoint la France libre en novembre 1942, il faut revenir sur les enjeux que ces deux territoires ont représentés pour une France soucieuse de contrer l'influence britannique dans l'océan Indien.

Possession française depuis le XVII^e siècle, l'île de La Réunion va devenir, à travers la mobilisation des notables coloniaux et républicains de la fin de la III^e République, cette « colonie colonisatrice » qui entreprend de faire entrer Madagascar dans les colonies de l'outre-mer français. C'est ainsi qu'en 1896, après plusieurs mois de guerre, l'île malgache est conquise par l'armée et placée sous l'administration française dirigée par le gouverneur général Joseph Gallieni. La relation qui s'instaure entre La Réunion et Madagascar est ainsi marquée, en ce début du XX^e siècle, par une forme de disparité qui s'exprime par une constante volonté des élites réunionnaises de dominer la Grande île. De fait, les deux espaces insulaires sont étroitement liés. Les orientations des ministères et des gouverneurs s'en ressentent, qui vont progressivement attribuer à Madagascar une place prépondérante au sein de la politique coloniale menée dans l'océan Indien. D'une certaine manière, les années passées sous le régime de Vichy, entre 1940 et 1942, vont illustrer ce schéma. Respectivement sous l'autorité de Pierre Aubert et de Léon Cayla, puis du gouverneur Armand Annet, La Réunion et Madagascar se retrouvent dans le camp du maréchal Pétain. Ces administrateurs reconnaissent en la personne du Maréchal une autorité légitime. L'attitude de ces gouver-

neurs témoigne aussi d'un profond sentiment anglophobe. Le courrier de l'ambassadeur anglais Lord Halifax demandant aux notabilités réunionnaises de rejoindre la résistance et de désobéir aux hommes de l'armistice n'a fait que renforcer ce comportement. Mais cette tendance va se heurter à une très forte opposition. À La Réunion, d'emblée, population, associations, syndicats et mouvements politiques, se prononcent en faveur des Alliés. Le 29 juin 1940, au cours d'une réunion de la commission consultative de la défense, où il réunit les notables de l'île, Pierre Aubert choisit la fidélité à Philippe Pétain. Il ancre la colonie dans le camp du Maréchal et va ainsi à l'encontre de l'expression majoritaire. Sa priorité est de briser le mouvement en faveur du général de Gaulle et des Alliés par une propagande farouchement anti-anglaise orchestrée par son chef de cabinet Jean-Jacques Pillet. Désormais, toute la politique du gouverneur est au service de la Révolution nationale.

À Madagascar, le contexte diffère du fait des sympathies avérées d'une partie des Français en faveur de Vichy. Les autorités pétainistes affichent une constante anglophobie, les événements de Dunkerque et de Mers-el-Kébir étant présentés comme autant de trahisons. Les promesses d'un État autoritaire, combattant les faiblesses dont la III^e République est accusée – et le Front populaire tout spécialement – constituent les nouvelles valeurs de la Révolution nationale. Elles séduisent incontestablement bon nombre de colons et d'administrateurs, qui continuent de voir dans les Anglais, l'adversaire



Des passants regardent l'affiche sur l'attaque de Madagascar par les Anglais, Paris, mai 1942. © Lapi / Roger-Viollet

Madagascar

impérial. Comme l'écrit Lucile Rabearimanana : «... mais surtout, en situation coloniale, le discours hiérarchique, explicitement inégalitaire, traditionaliste, intégriste et bientôt xénophobe du maréchal Pétain trouve une résonance toute particulière. L'ordre moral entre dans les écoles. La presse est censurée. Les moindres actes de résistance sont réprimés » (1).

Les gouverneurs concentrent à nouveau les pouvoirs politiques dans les deux îles. À La Réunion, les maires sont désormais nommés. La Révolution nationale a pour première signification la disparition de toutes les instances représentatives. Les colonies deviennent, plus que jamais, une périphérie réduite à l'obéissance.

La Réunion mise à l'épreuve

À cette emprise pétainiste s'ajoutent les difficultés matérielles et les pénuries liées au blocus maritime. La Réunion est particulièrement touchée. Au fil des mois, les restrictions s'imposent et les populations vivent dans le plus profond dénuement. La situation économique traduit cette aggravation des conditions de vie. La colonie manque de tout. Survivre devient la préoccupation essentielle pour l'immense majorité des habitants. Le blocus de La Réunion est sans doute le pire qu'ait connu une colonie française pendant la Seconde Guerre mondiale. L'activité portuaire est un indicateur de cette situation : 23 entrées de navires en 1941, six en 1942. La colonie est exsangue. L'état sanitaire est catastrophique. Le taux de mortalité infantile est en notable augmentation.



Le contre-amiral Auboyneau, commandant en chef des FNFL et le capitaine de frégate Evenou sur le contre-torpilleur Le Léopard. Dundee, Écosse, mai 1942. © ECPAD

Entre le printemps et l'automne, la situation militaire se modifie dans le sud-ouest de l'océan Indien. Avec l'attaque (opération Ironclad) des troupes britanniques, le 5 mai 1942, à Diego-Suarez, au nord de Madagascar, débute une série d'actions militaires de plusieurs mois sur le sol malgache.

« Madagascar [...] fut occupée par précaution en mai 1942, par une expédition partie de l'Union sud-africaine, les Anglais se méfiant du gouvernement de Vichy (2) » écrit Auguste Toussaint dans son histoire de l'océan Indien.

En septembre, les Britanniques débarquent sur la côte ouest, à Majunga. Les forces armées de Vichy, certes peu mobilisées, parviennent cependant à ralentir leurs avancées. Il faut attendre la chute de Tananarive pour que leur progression s'accélère. Le 8 novembre, le gouverneur général Armand Annet capitule dans le sud de l'île (Ihosa). En décembre 1942, la France libre se voit confier la direction de la colonie. Quant à La Réunion, informée de l'attaque britannique en mai, elle est dans l'attente d'un débarque-

ment des forces alliées au général de Gaulle. Dans ses *Mémoires de guerre*, celui-ci écrit : « Aussitôt après le débarquement des Américains au Maroc (8 novembre 1942) et en Algérie, la France combattante étendait son autorité à tout l'ensemble des possessions françaises dans l'océan Indien... Depuis longtemps, je cherchais donc l'occasion de joindre l'île à la France combattante. Mais les Anglais, tant qu'eux-mêmes préparaient leur action sur Madagascar et tant que les Américains se disposaient à aborder l'Afrique, retardaient mon intervention afin de ne pas alerter Vichy et l'ennemi... Maintenant, ils n'avaient plus de prétexte à m'opposer. Aussi le 11 novembre, pris-je la décision d'effectuer le ralliement... Depuis plusieurs mois, le contre-torpilleur « Léopard » commandé par le capitaine de frégate appelé Richard Evenou participait aux escortes et aux patrouilles de l'Afrique du Sud. Je lui donnai l'ordre de gagner La Réunion et d'y faire le nécessaire, en emmenant à son bord l'administrateur en chef Capagorry nommé par avance gouverneur (3) ».

(1) Voir les articles consacrés dans le numéro dirigé par Yvan Combeau sur la Seconde Guerre mondiale dans l'océan Indien in revue *Guerres mondiales et conflits européens*, PUF, juillet 2012.

(2) Auguste Toussaint, *Histoire de l'océan Indien*, PUF, 1981, p.97.

(3) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre* (3 tomes), éd. Plon, 1954 ; rééd. Pocket, 1999 et 2006



André Capagorry.
© Musée de l'Ordre de la Libération

À La Réunion, après cinq mois de tensions, le gouverneur de la colonie, Pierre Aubert, s'engage sur la voie de la reddition. Dans un premier temps, il déclare Saint-Denis ville ouverte, le 27 septembre, et se replie à Hell-Bourg. L'arrivée du contre-torpilleur *Le Léopard* accélère les événements. Tard dans la soirée du 27 novembre 1942, le contre-torpilleur se positionne devant Saint-Denis. Dans le contexte de cette troisième année du conflit mondial, ce navire de guerre est une pièce stratégique essentielle dans le dispositif des forces alliées, et plus particulièrement des Forces françaises libres. Dans la nuit du 27 au 28 novembre, le gouverneur est informé de sa présence, puis du débarquement, tôt dans la matinée, de l'envoyé du général de Gaulle, André Capagorry. Il faut trois longues journées, les 28, 29 et 30 novembre, pour que l'île passe de l'autorité d'un gouverneur vichyste à celle d'un gouverneur gaulliste. André Capagorry entre sans difficulté dans Saint-Denis et s'installe au gouvernement. Les événements vont pourtant tourner au tragique dans les heures qui suivent. Depuis la ville du Port, des tirs de canons visent *Le Léopard*. La riposte du contre-torpilleur fera deux morts. La phase de libération entre alors dans une période de négociations entre Saint-Denis et Hell-Bourg.

Dès le 29 novembre, le commandant Jacques Evenou, ayant pour nom de guerre Richard, adresse à Pierre Aubert un ultimatum. Il aura le mérite de précipiter la reddition. L'évêque, M^{gr} de Languavant, joue les émissaires et tente de convaincre Pierre Aubert de signer au plus vite sa capitulation. Capagorry et Aubert entament une négociation qui s'achève téléphoniquement par un échange sur les conditions de la reddition. Dans ces circonstances, Pierre Aubert sait qu'il peut encore exiger. Il a enjoint de sortir « la tête haute » de cet échec militaire. Le 30 novembre, le gouverneur Aubert se rend. La nouvelle est annoncée à la radio : « Le ralliement de l'Empire s'est fait et La Réunion, française depuis trois siècles, ne pouvait se tenir en dehors de ce mouvement ». Depuis Vichy, cette libération est dénoncée comme l'acte des forces britanniques, « une attaque sauvage des Anglais contre une possession française ». Le général de Gaulle annonce à la radio de Londres « La fidèle Réunion a rallié les drapeaux de la France combattante » (4).

André Capagorry représente désormais la France libre. La Réunion se retrouve maintenant aux côtés des forces gaullistes. Le gouverneur refuse toute épuration contre les personnalités favorables au maréchal Pétain et condamne tout affrontement interne à la colonie. Demeure l'essentiel : La Réunion est exsangue, la population a faim.

La situation créée par la libération des territoires par les Alliés va déterminer, pour chacune des îles, une voie bien distincte. Sous le gouvernement provisoire de la République, puis

sous la IV^e République, leur évolution respective illustre la différence de statut qui caractérise la période nouvelle dans le cadre de l'Union française. Madagascar demeure une colonie à part entière et se trouve insérée dans le groupe des Territoires d'outre-mer. Les nationalistes malgaches développent des revendications d'indépendance et leurs candidats obtiennent le succès aux élections à l'Assemblée constituante française de 1945-1946. De son côté, La Réunion, ancienne colonie, change de statut avec la loi du 19 mars 1946. Les votes des députés à l'Assemblée constituante font de la départementalisation une étape de l'assimilation à la France républicaine. La Réunion est désormais le département français de l'océan Indien. ■

Yvan Combeau

Professeur d'histoire contemporaine
Université de La Réunion
Directeur du CRESOI
Centre de recherches sur les sociétés
de l'océan Indien.



Monument dédié à la France libre à Saint-Denis de La Réunion.
© ONAC.

(4) A. Brunet, *Trois cents ans de colonisation, La Réunion (Ancienne île Bourbon)*, p.167.